

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 2/2021

TABLE DES MATIERES

DOCTRINE

La responsabilité pénale des membres du Gouvernement : tentative d'état des lieux et perspectives

par Claude HIRSCH, Premier Substitut au Parquet de Luxembourg 117

JURISPRUDENCE

Cassation

Pourvoi en cassation – Cas d'ouverture – Dénaturation – Contrats, conventions et obligations – Méconnaissance des termes non équivoques d'une convention – C. civ., art. 1134. - **Note de Monsieur John Petry** 149

Cour constitutionnelle

Renvoi préjudiciel – Dispense de renvoi – Dispense de renvoi d'une question préjudicielle de conformité de la loi à la Constitution dénuée de tout fondement – Pouvoir d'appréciation de la juridiction de renvoi – Question préjudicielle de conformité d'une loi au principe d'égalité de traitement prévu par l'article 10bis de la Constitution – Appréciation de la comparabilité des situations dont la discrimination est alléguée – Appréciation relevant de l'appréciation de la juridiction de renvoi – Loi modifiée du 27 juillet 1997, art. 6. - **avec les conclusions du Parquet général** 157

Droit international privé

1° Conflits de juridictions – Compétences spéciales – Matière contractuelle – Juridiction du lieu d'exécution de l'obligation servant de base à la demande – Nécessité d'un engagement librement assumé entre parties – Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 4.1 et 7.1. 209

2° Conflits de juridictions – Compétences spéciales – Objectif – Interprétation stricte – Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 7. 209

Famille

Droit de visite des grands-parents – Mesure portant sur l'exercice de l'autorité parentale – Exécution provisoire de plein droit – C. civ., art. 372, 374 et 378 ; NCP, art. 1007-58. 202

Filiation

Filiation légitime – Désaveu de paternité – Délai d'action – Alignement des délais prévus en matière de filiation légitime sur ceux prévus en matière de filiation naturelle – C. civ., art. 316 et 339, al. 4. 205

Juge aux affaires familiales

- 1° Pouvoirs – Résidence en alternance des enfants – Fixation provisoire – Fixation définitive subséquente – C. civ., art. 378-1. 198
- 2° Résidence en alternance des enfants – Décision provisoire à titre d'essai – Appel – Irrecevabilité – C. civ., art. 378-1 ; NCPC, art. 579 et 580. 198

Partage

Indivision – Fruits et revenus – Interprétation large – Dividendes d'actions – C. civ., art 815-10, 1°. 191

Prescription

- 1° Jugement de condamnation – Interspersion de prescriptions – Condition – Existence d'un titre incontestable – Créance en capital et intérêts – Interspersion applicable aux intérêts échus au jour de la décision – Intérêts à échoir – Prescription originale – C. civ., art. 2262 et 2277. 218
- 2° Interruption – Acte signifié comprenant une prétention incompatible avec la prescription commencée – Dépôt d'une requête en saisie-arrêt spéciale – Interruption (non) – Convocation à l'audience des plaidoiries sur la validité de la saisie – Interruption – C. civ., art. 2244. 218

Procédure civile et commerciale

- 1° Tierce opposition – Qualité pour agir – Associé tenu indéfiniment et solidairement des dettes d'une société – NCPC, art. 612 ; CEDH, art. 6 (1). - **avec les conclusions du Parquet général** 174
- 2° Appel – Jugement mixte – Appel dirigé contre la seule partie du jugement ayant réservé le bien-fondé de la demande – Irrecevabilité – NCPC, art. 579 et 580. 198
- 3° Signification d'actes à l'étranger – Cumul des moyens de signification – Absence de hiérarchie – Délai de procédure – Point de départ – Date de la première signification valablement effectuée – Règlement (CE) n° 1393/2007 du 13 novembre 2007, art. 9.1 et 14. 209

Procédure pénale

Droits de l'homme – Fonctionnaire – Action civile devant les juridictions pénales contre un fonctionnaire pour des dommages allégués causés dans l'exercice de ses fonctions – Action civile ne pouvant être engagée que si la juridiction pénale est déjà saisie de l'action publique – Restriction justifiée dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice – Restriction ne portant pas une atteinte injustifiée au droit d'accès de la victime à un tribunal – Loi modifiée du 16 avril 1979, art. 35 – CEDH, art. 6. - **avec les conclusions du Parquet général** 157

Taxe sur la valeur ajoutée

Taux super-réduit – Travaux de construction d'un logement acquis par le demandeur et affecté à des fins d'habitation principale – Fait générateur de la taxe – Acte de vente notarié – Loi du 12 février 1979, art. 13 – Règl. g. d. du 30 juillet 2002, art. 1er et 3. - **avec les conclusions du Parquet général** 163

Vente

Vices cachés – Garantie – Invocation par voie d'exception – Condition –
Défense contre une demande en paiement du prix de vente – Moyen pour se
soustraire à l'application d'une clause pénale (non) – C. civ., art. 1648, al. 5.

188